

d'effectuer la conversion le plus tôt possible, ce qui est nécessaire aussi bien au Canada que dans les autres pays.

L'AGRICULTURE

DÉPÔT DU RAPPORT SPÉCIAL SUR LES PRIX DES TRACTEURS ET DES MOISSONNEUSES-BATTEUSES

[Traduction]

L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, j'ai le plaisir de déposer des exemplaires dans les deux langues officielles d'un «Rapport spécial sur les prix des tracteurs et des moissonneuses-batteuses au Canada et dans d'autres pays.» Il s'agit d'un rapport provisoire de la Commission royale d'enquête sur les prix des machines agricoles. Le gouvernement en reconnaît l'importance et la minutie, ainsi que ses conséquences pour les agriculteurs canadiens. Il entend étudier soigneusement le rapport et les recommandations des enquêteurs.

Du fait que l'ouvrage traite de questions qui intéressent la juridiction de plusieurs ministères, un groupe de travail interministériel a été formé et chargé de formuler des recommandations au gouvernement. Le groupe a déjà entamé des discussions avec de hauts fonctionnaires des États-Unis et de la Grande-Bretagne. On voudra bien noter que ce rapport spécial ne présente qu'une partie des enquêtes faites par la Commission. Le rapport définitif sera soumis vers la fin de l'été.

Dans l'intervalle, le gouvernement sollicite les vues des organisations, des sociétés commerciales et des particuliers sur cette question de très grande importance.

M. H. W. Danforth (Kent-Essex): Monsieur l'Orateur, je voudrais parler de la déclaration faite par le ministre de l'Agriculture à la Chambre ce matin, car elle révèle aux députés et aux Canadiens en général la compétence effective du gouvernement lorsqu'il doit s'attaquer à un problème important.

Il y a un certain nombre d'années, toute l'industrie agricole s'est rendue compte qu'elle avait peine à survivre au Canada et comme le gouvernement était peu disposé à hausser les prix que les cultivateurs auraient pu recevoir pour leurs produits, les organismes agricoles ont mis l'accent sur les mises de fonds dont la majeure partie, exception faite des terres mêmes, était affectée à l'outillage agricole.

• (11.30 a.m.)

Il y a déjà quatre ans, l'industrie agricole au Canada a constaté un écart sensible entre

les prix de l'outillage agricole au Canada et à l'étranger. En fait, des groupes d'agriculteurs canadiens ont pris de l'initiative et se sont aperçus qu'en Grande-Bretagne il était possible de se procurer des machines agricoles à des prix très inférieurs à ceux d'ici. A la suite de quoi des représentations si pressantes ont été faites au gouvernement que celui-ci a nommé une commission chargée d'étudier le coût des machines agricoles à l'étranger. Le ministre a présenté cela ce matin dans un rapport spécial en signalant qu'il ne s'applique qu'à une seule phase de l'enquête menée par la commission. Sans avoir vu ce rapport, monsieur l'Orateur, je suis tout prêt à croire que c'est peut-être une version revue ou approfondie de ce qui a été présenté au congrès de l'agriculture il y a presque un an. A présent, c'est lui qu'on soumet au Parlement.

Le rapport est provisoire, mais le gouvernement dit qu'il va le prendre en considération et qu'auparavant, il va charger un autre comité d'étudier les ramifications interministérielles et de lui faire rapport. La temporisation continue et elle indique, à mon avis, que le gouvernement a manqué d'initiative, d'énergie et de compréhension du problème que connaît l'industrie agricole aujourd'hui.

La véritable attitude du gouvernement se trouve bien illustrée chez le ministre lui-même, car la Commission a été formée sur les instances que l'industrie agricole a faites auprès du gouvernement. Dans sa dernière déclaration, il invite les associations, les entreprises et les particuliers à présenter leur vues sur cette importante question. En quatre ans, le gouvernement n'a rien fait d'autre que de revenir à son point de départ.

M. Rod Thomson (Battleford-Kindersley): Monsieur l'Orateur, le ministre nous a bien remis une copie de sa déclaration, et nous l'en remercions, mais nous aurions aimé obtenir aussi un exemplaire du communiqué transmis aux médias.

Il y a si longtemps que la Commission Barber a recueilli ses premiers témoignages que les fermiers commençaient à se demander si elle finirait par publier un rapport. Celui-ci suscitera beaucoup d'intérêt, car les coûts d'achat et d'entretien de la machinerie agricole représentent une forte proportion des dépenses totales du fermier. Il y a longtemps que les fermiers estiment exorbitant le coût de la machinerie agricole. Les fermiers ontariens l'ont prouvé en important des tracteurs de fabrication anglaise à bien meilleur marché.